

Conférence de Poznan sur le réchauffement climatique

14ème conférence de la CNUCC du 1er au 12 décembre

lundi 1er décembre 2008

La 14ème Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique (CNUCC) et quatrième Réunion des parties au Protocole de Kyoto réunit 190 pays et 10 000 délégué-es officiel-les et ONG à Poznan en Pologne, du 1er au 12 décembre. Cette conférence, qui fait suite à la Conférence de Bali en décembre 2007, est décisive : elle prépare l'accord de Copenhague en décembre 2009, qui doit déterminer la suite du Protocole de Kyoto, entré en vigueur en 2005 et qui arrive à échéance fin 2012.

Sommaire de cet article

- [Le contexte et les enjeux](#)
- [Suivre la Conférence de Poznan du point de vue des ONG](#)

Le contexte et les enjeux

Le contexte actuel est particulier : d'une part la crise financière et la récession économique n'incitent pas les pays à des programmes ambitieux de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre, d'autre part, l'élection de Barack Obama à la tête des Etats-Unis rend désormais possible à terme de dépasser le blocage dû à l'administration Bush (qui reste chargée des négociations à Poznan). Les USA avaient en effet refusé de ratifier le Protocole de Kyoto, qui engage 37 pays industrialisés à réduire leurs émissions de CO₂ de 5% en moyenne dans la période 2008-2012 par rapport aux niveaux de 1990.

Quoiqu'il en soit, les émissions de GES sont en augmentation au niveau mondial. Après avoir diminué, notamment en raison de la désindustrialisation des pays de l'ex bloc d'Europe de l'Est, les émissions ont recommencé à augmenter depuis quelques années dans les pays industrialisés : + 2,3 % entre 2000 et 2006, avec des pointes pour certains pays comme l'Espagne (+ 50,6 %), le Portugal (+ 40 %), l'Australie (+ 28,8 %), le Canada (+ 21,7), les Etats-Unis (+ 14,4). Dans ces conditions, l'objectif de ne pas dépasser 2° de réchauffement climatique d'ici la fin du siècle paraît hors d'atteinte. Pourtant l'ONU évalue à 500 milliards de dollars par an le coût de la lutte contre le réchauffement, d'ici 2030.

Pour atténuer ce dérèglement climatique, les pays industrialisés devraient s'engager à réduire leurs émissions de GES de 40 % par rapport à 1990 et soutenir massivement les processus de transferts technologiques et d'adaptation pour les pays en développement, ainsi que le processus « REED » (Reducing Emissions from Deforestation and Degradation) qui vise à inclure la question essentielle des forêts et de la prévention de la déforestation (20 % des émissions de GES). Par exemple, la conversion de forêts naturelles en plantations devrait être comptabilisée dans les inventaires nationaux d'émissions.

La question de l'intégration des pays émergents comme la Chine (premier émetteur mondial de GES) et l'Inde reste toujours un des enjeux importants des négociations.

Parallèlement à la Conférence de Poznan, l'Union européenne doit adopter son « paquet énergie climat » lors du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement européens des 11 et 12 décembre. Or, l'engagement pris en mars 2007 de réduire les émissions de GES en passant de 20 à 30 % dans le cas d'un accord international satisfaisant sur l'après Kyoto, est actuellement remis en question par de nombreux pays européens.

- [Site de la Convention des Nations unies sur le changement climatique](#)

Suivre la Conférence de Poznan du point de vue des ONG

- Eco, bulletin francophone des ONG présentes à Poznan, à consulter sur le site du [Réseau action climat - France \(RAC France\)](#)
- "Les Echos de Poznan", sur le [site du GRET](#)
- Conférence-débat de [4D](#), le 16 décembre, de retour de Poznan